

*Initiatives ministérielles*

connaît enfin la place qui revient au nord de l'Ontario, ce que les gouvernements précédents n'ont jamais fait.

Je fais allusion aussi à l'usine qui ouvrira ses portes à North Bay et qui distribuera des installations sanitaires dans toutes les régions du Canada, et même aux États-Unis. Cette usine devait être construite au Kentucky, mais elle s'installera plutôt dans le nord de l'Ontario.

Je fais allusion à un nouveau centre de recherches scientifiques, le seul de son genre au monde, qui sera situé à Sudbury. Où ça? Dans le nord de l'Ontario.

Je pourrais vous en énumérer bien d'autres, mais comme je ne dispose que de dix minutes, je voudrais m'attaquer au thème abordé ce soir.

Oui, effectivement, le nord de l'Ontario connaît certains problèmes. Mais ils n'ont rien à voir avec l'accord de libre-échange ni avec la taxe sur les produits et services. Quand il s'agit des prix mondiaux, d'un minerai à faible teneur ou de ressources épuisées, le gouvernement ne peut rien y faire.

La méthode que nous adoptons est logique ainsi que le malentendu qui circule au sujet de la taxe sur les produits et services. Je voudrais qu'au moins une fois on donne aux députés de l'opposition comme on devrait le faire pour les Canadiens, la possibilité de vraiment comprendre ce dont il s'agit.

La sécurité et l'avenir du Canada reposent sur ces mesures. La taxe sur les produits et services peut continuer à financer les programmes et les services que les Canadiens apprécient. Nous avons entendu, avant les dernières élections, que si nous signions l'accord de libre-échange, le Régime de pensions du Canada, la pension de vieillesse, les allocations familiales et l'assurance-maladie seraient tous supprimés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1989. On use de la même tactique avec la taxe sur les produits et services.

Eh bien, nous savons ce qui s'est passé. On a signé l'accord mais nous avons toujours le Régime des pensions du Canada, les allocations familiales et l'assurance-maladie, et nous les aurons encore après l'adoption de la taxe sur les produits et services.

Le point essentiel est que la vieille taxe cachée de 13,5 p. 100 était difficile à percevoir, était peu fiable. Ayant travaillé dans une industrie qui devait concurrencer des produits importés au Canada, je pense vous dire, monsieur le Président, qu'il faut supprimer le vieux système. Pour que les fabricants canadiens soient concurrentiels à

l'échelle nationale et internationale, il faut adopter ce nouveau régime fiscal.

Monsieur le Président, vous penseriez presque, avec les discours que vous avez entendus ici ces derniers jours, que nous sommes le seul pays à agir ainsi. Il y en a 48 autres et, en fait au début de la soirée, j'ai eu l'occasion de raconter et de parler à un couple de Néo-zélandais qui m'ont dit que notre gouvernement avait raison de prendre cette mesure.

Nous devons passer d'un vieux régime fiscal dépassé à un nouveau système efficace qui va assurer aux Canadiens un avenir prometteur. Toutes les régions du pays, tous les secteurs de l'économie vont bénéficier de ce régime dans les dix prochaines années. La production va accuser une nouvelle expansion de 1,4 p. 100, ou de 9 milliards.

• (2340)

Les crédits remboursables pour la taxe sur les produits et services seront versés quatre fois par année à 8,7 millions de familles. Le premier paiement sera effectué en décembre prochain. Les familles dont le revenu est de moins de 30 000 \$ par année paieront moins de taxes qu'auparavant.

Les provisions de base, les médicaments d'ordonnance, les loyers, les maisons existantes et la garde d'enfants ne seront pas taxés. Le prix des produits manufacturés va baisser. La très petite entreprise dont les ventes ne dépassent pas 30 000 \$ par année pourra se retirer du régime et ne pas facturer la taxe.

Les compressions de dépenses publiques de 700 millions vont nous permettre d'abaisser la taxe de 9 à 7 p. 100. Nous le faisons pour respecter l'engagement que nous avons pris de protéger les familles à revenu faible et modeste. L'ère des taxes réduites après la TPS commence.

En conclusion, nous n'entrons pas dans l'avenir à l'aveuglette. Nous avons des politiques et des orientations. Nous prenons des décisions difficiles. La réalisation complète de nos initiatives n'est pas pour aujourd'hui. Nous ne cherchons pas aujourd'hui des votes et la popularité. Nous bâtissons l'avenir pour nos enfants, nos petits-enfants et nos arrière-petits-enfants.

Je suis tellement fier d'être ici ce soir avec mes collègues, le ministre des Finances et le premier ministre, de sortir notre pays de l'endettement qui nous étouffe et nous empêche d'exploiter notre potentiel, pour envisager une autre étape et garantir à ceux qui viendront après